DENAULT, Bernard et Benoît LÉVESQUE, *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec*. Université de Sherbrooke et Presses de l'Université de Montréal, 1975. 220 p. \$9.25

Serge Gagnon

Volume 30, numéro 3, décembre 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303548ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303548ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagnon, S. (1976). Compte rendu de [DENAULT, Bernard et Benoît LÉVESQUE, *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec*. Université de Sherbrooke et Presses de l'Université de Montréal, 1975. 220 p. \$9.25]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 30(3), 418–422.
<https://doi.org/10.7202/303548ar>

DENAULT, Bernard et Benoît LÉVESQUE, *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec*. Université de Sherbrooke et Presses de l'Université de Montréal, 1975. 220 p. \$9.25.

Le processus de sécularisation de la société québécoise a entraîné une certaine désaffection vis-à-vis de l'histoire religieuse. Les théologies de l'histoire ont été remplacées par le primat de l'économique, de l'histoire économique ou de l'explication économique des phénomènes sociaux, démographiques, voire politiques. Dans cette conjoncture, il était fatal que l'histoire religieuse en vint à perdre de l'importance dans la quête du passé. Pourtant la sécularisation, par la distinction qu'elle opère entre le religieux et le profane, redonne à l'étude du phénomène religieux une nouvelle pertinence.

À l'Université de Sherbrooke, un groupe de chercheurs de la faculté de théologie s'est donné pour tâche de nous éclairer sur le rôle historique des communautés religieuses au Québec. Bernard Denault et Benoît Léves-

que publient dans leur recueil deux études de démographie religieuse, sorte de rapport d'étape d'une enquête en cours. Il faut les féliciter d'avoir démarré du bon pied en important l'approche de l'Institut des sciences sociales des religions de Paris. Point n'est besoin de présenter le groupe lorsqu'on sait que les chercheurs lui doivent le périodique *Archives de sociologie des religions* depuis peu publié sous le titre *Archives des sciences sociales des religions*.

L'étude de Bernard Denault s'intitule « Sociographie générale des communautés religieuses au Québec (1837-1970) ». Il s'agit d'une enquête démographique dont les ressemblances avec les travaux de Louis-Edmond Hamelin sont frappantes. Comme le contexte historique est moins mal connu qu'il y a quinze ans, l'auteur tente d'interpréter ses données en fonction de l'évolution de la société globale. Tout provisoires qu'ils soient, certains résultats de l'enquête n'en sont pas moins fort intéressants :

— en 1850, il y a 3065 catholiques pour un religieux au Québec; 1149 pour une religieuse. En 1901, le rapport est de 1 pour 720 chez les hommes et de 1 religieuse pour 216 chez les femmes; en 1951, de 1 religieux pour 383 catholiques, 1 religieuse pour 111 catholiques. Cette même année, l'addition des effectifs des deux sexes donne 1 religieux pour 89 catholiques;

— pendant quelques décennies du XX^e siècle, le Québec a probablement « eu le plus grand nombre de religieux par rapport à la population catholique »; en 1960, le taux de cléricatisation québécois dépassait celui de l'Espagne et de l'Italie;

— de 1850 à 1941, le taux de croissance des effectifs dépasse celui de la population catholique;

— des 196 communautés religieuses recensées, 133 sont féminines, 63 sont masculines.

L'étude démographique est menée avec beaucoup de soin. Néanmoins, l'auteur n'a pu s'empêcher d'ignorer quelques variables. Dans une certaine mesure, la population de religieux est instable. L'immigration européenne de même que l'émigration en dehors du Québec ne sont pas mesurées. À moins de supposer que le nombre des arrivées et celui des départs s'annulent, il devient difficile d'estimer la fécondité religieuse du milieu. Or dans ce domaine, l'auteur est prudent. Il a certes raison de soutenir que la proportion d'individus qui embrassent l'état religieux est plus élevée chez les femmes que chez les hommes.

La reconstitution du contexte social est parfois pertinente compte tenu des connaissances fragmentaires que nous possédons. Par contre, certaines références à la société globale sont rapides ou simplement fausses. Ainsi, le Québec duplessiste est trop succinctement évoqué. Certains aspects du XIX^e siècle sont traités sans esprit critique. Pourquoi parler de la situation « lamentable » de l'éducation au début du siècle ? C'est reprendre les jugements de valeur de Garneau à Louis-Philippe Audet au lieu de constater que la scolarisation des masses est une priorité des bourgeoisies occiden-

tales. Les classes dominantes de l'Ancien régime social n'estimaient pas valable ou nécessaire la généralisation de l'alphabétisation. Au reste, les taux de scolarisation des principaux pays occidentaux aux XVII^e et XVIII^e siècles démontrent que le Québec du début du XIX^e siècle n'était pas si «attardé» par rapport à d'autres communautés. Ce sont les Québécois de la génération du Rapport Parent qui ont inventé la grande noirceur du début du XIX^e siècle.

Je me demande pourquoi l'auteur a traduit des citations d'ouvrages en langue anglaise. Ce n'est pas la coutume au Québec. Si toutefois l'on y tenait, la traduction devait être impeccable. Celle de la page 31 est loin d'être satisfaisante.

Quelques publications qui devraient normalement s'y trouver, ne figurent pas dans la bibliographie. La comparaison entre le Québec du milieu du XX^e siècle et le Moyen âge a été formulée par Marrou, en 1952 (p. 21). Mais on la doit au père Benoît Lacroix dans le numéro d'avril 1949 de la *Revue dominicaine*. J'aurais bien aimé rencontrer une référence au livre de Dumont intitulé *Pour la conversion de la pensée chrétienne*. Il contient de belles esquisses d'histoire socio-religieuses du Canada français. D'autres que moi ont souligné qu'il manquait des titres à la bibliographie des histoires de communautés. Mais qu'importent ces lacunes mineures. L'étude de Bernard Denault, nonobstant la modestie de l'auteur, fait désormais partie des classiques de l'historiographie du Québec.

Le sujet de Benoît Lévesque est plus limité: «Les communautés religieuses françaises au Québec: une émigration utopique? (1837-1876)». Il n'en est pas moins bien traité, lui aussi, avec beaucoup de nouveauté. C'est la première fois qu'au Québec, un chercheur aborde la question sous l'angle des conditions locales et françaises du «marché» de religieux. On n'a pas assez réfléchi au fait que les congrégations religieuses sont des multinationales beaucoup plus anciennes que celles que gèrent ou possèdent les bourgeoisies des démocraties libérales. L'auteur fait bien ressortir les méthodes de gestion des ressources humaines et financières ainsi que les mobiles de transfert des ressources des communautés au-delà des frontières nationales. Jusqu'ici les études historiques québécoises avaient mis en relief la demande de clercs de l'ère Bourget. Mais aucune étude de l'offre de religieux n'avait été entreprise. Benoît Lévesque analyse ce terme du marché avec beaucoup de doigté. Il s'appuie sur un important dossier quantitatif. Voilà pourquoi il a pu considérer son sujet sous l'angle des ressources humaines et matérielles, sans négliger pour autant d'autres variables comme la marge de liberté accordée aux communautés par l'État français, susceptible d'influencer l'expatriation. Il ressort de l'enquête que des problèmes politiques, financiers, de recrutement, constituent les facteurs répulsifs de l'émigration vers l'Amérique. Parmi les facteurs attractifs, il faut compter le contexte de chrétienté québécois ainsi que le mirage de l'Amérique perçue comme une terre promise et le souci missionnaire des communautés françaises.

Dans sa recherche de pondération des facteurs en cause, Lévesque semble privilégier le caractère utopique de l'émigration suivant la définition de l'utopie de Jean Séguy. Cette volte-face par rapport à l'importance attribuée aux facteurs économiques et politiques au cours de la démonstration me semble peu convaincante. En réalité, nul ne peut conclure que les variables idéologiques transcendent les éléments économiques et politiques dans le processus de décision de l'expatriation.

Le dossier européen établi au cours de l'enquête est impressionnant. Les renseignements sur la société québécoise ne sont pas aussi nombreux que je l'aurais souhaité. Je lis à la page 163: «l'abbé Raymond [non identifié autrement] rencontrait le père Lacordaire à Nancy en 1843. Cet abbé de Saint-Hyacinthe avait été conquis par Lacordaire et il devait entretenir avec lui une correspondance assidue.» Il me semble que l'auteur se devait de référer à l'article de Claude Galarneau sur l'abbé Joseph-Sabin Raymond (CHAR, 1963: 81-88). À la note 52, p. 188, la mention d'une étude de François Beaudin, «Prêtres de Montréal en mission aux États-Unis (1836-1876)», (RHAF, mars 1968: 792-802) eût été de mise. Le dernier paragraphe de l'étude enfin me laisse songeur. Se référant au *Canada français missionnaire* de Groulx, l'auteur signale la pertinence d'une étude des Québécois en pays de mission. Je suis bien d'accord avec lui pour prétendre que «l'idéal-type de l'émigration utopique se révélerait» opératoire. Mais je n'endors pas la suite de son raisonnement: «il est possible, écrit-il, qu'au terme d'une étude socio-historique des communautés religieuses et de leurs migrations, nous nous rendions compte qu'il est de la nature même des communautés religieuses de tendre à l'émigration, dans la mesure où elles prennent conscience de leur échec ou de leur demi-échec.» L'auteur précise en note que l'échec ne se traduirait pas nécessairement par des défections ou une baisse de recrutement, mais par «une insatisfaction quant au modèle de société» rêvé par les congrégations. Il se peut que l'industrialisation du Québec ait été un mobile d'exode. Mais ce n'est là qu'une hypothèse parmi d'autres. Benoît Lévesque a trop en tête l'exemple français au XIX^e siècle ou encore le cas québécois depuis dix ou vingt ans. Le mouvement missionnaire québécois depuis la seconde moitié du XIX^e siècle jusque vers les années 1950 n'est pas à mon sens le fruit de l'insatisfaction par rapport aux conditions d'existence locales. Il est d'abord utopique, si l'on excepte peut-être la saturation des effectifs par rapport à la demande domestique. Sa signification fondamentale l'assimile à un phénomène de compensation suite à l'exclusion des franco-québécois du développement de leur territoire national. L'absence de réalisations matérielles a incité les franco-catholiques à survaloriser la vie intellectuelle et religieuse. Ainsi, le nationalisme de conservation, pris en charge par les clercs à compter du réveil religieux des années 1840, concevait le progrès en termes moraux et religieux. En d'autres termes, les clercs et les «classes moyennes» québécoises ne pouvant orienter le développement économique, se sont lancés dans le «développement» de la foi. Si l'on admet ces prémisses, l'émigration de religieux symbolisait

pour les clercs et de nombreux laïcs (v.g. Henri Bourassa dans *Le Canada apostolique*, Montréal, 1919) une forme d'exportation de capital humain. C'est cette transposition, cette sublimation de la notion de développement qui confère au mouvement missionnaire québécois son caractère utopique par rapport aux projets « matérialistes » des Anglo-protestants.

Les deux exposés se lisent bien, quoique la répétition « pédagogique » de Lévesque finit par agacer. Une table des sigles aurait été utile (v.g. p. 103) au lecteur. Une liste de tableaux aussi aurait pu faciliter la lecture. Au demeurant, les auteurs sont si familiers avec leurs dossiers qu'ils oublient parfois, notamment pour certains tableaux, de fournir un complément de renseignements. Mais à tout prendre, *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses* est un beau livre dont la nouveauté n'échappera à personne. Son écriture un peu hâtive, de même que quelques lacunes soulignées au passage, n'entament pas sa valeur.

Université du Québec à Trois-Rivières

SERGE GAGNON